



L'abandon de la canne à sucre est nécessaire pour viser l'autonomie alimentaire

Oasis Réunion persiste et signe : il est urgent d'atteindre une autonomie alimentaire et durable sur l'île. Un objectif qui passe par une augmentation des cultures vivrières et biologiques sur l'île et un abandon de la canne à sucre. Pour y parvenir, le collectif milite aussi pour une forme de protectionnisme agricole.

Oasis Réunion tire la sonnette d'alarme. D'après l'évaluation menée par le collectif citoyen, qui milite pour que La Réunion bénéficie d'une alimentation autonome et durable, la surface agricole utile (SAU) de l'île n'est que 48 000 hectares. Parmi ces 48 000 hectares, un peu plus de 10 %, soit 5 300 hectares, sont consacrés aux cultures maraîchères et aux vergers contre 23 000 consacrés à la culture de la canne à sucre. Une surface vivrière bien trop faible au regard des besoins de la population réunionnaise qui consomme en moyenne 500 000 tonnes de denrées chaque année. Pour parvenir à couvrir ces besoins, il faudrait une surface de 110 000 hectares qui soit dévolue aux cultures vivrières.

Pour y parvenir, le collectif estime qu'il est nécessaire désormais que le système agricole réunionnais opère une transition. *« L'héritage de la canne à sucre est très important à La Réunion, note Bernard Bonnet, l'un des membres d'Oasis Réunion. Cela fait partie de la culture locale. Le problème, c'est que toutes les aides sont tournées vers cette culture de la canne. Sans cela, elle ne pourrait pas fonctionner. Nous pensons désormais que ces aides devraient être massivement redirigées vers les cultures vivrières et biologiques. »*

Un nouveau modèle agro-écologique pour La Réunion qui ne semble pas inaccessible pour les militants qui veulent replacer les consommateurs et leur santé au centre des débats. Se basant sur la demande croissante du public réunionnais à consommer des produits alimentaires bios, une enquête menée par le collectif ayant pointé que 95 % des Réunionnais se positionnent en faveur d'une agriculture locale et durable, l'idée serait d'accompagner plus activement le déploiement de nouvelles exploitations agricoles qui exclurait le recours aux pesticides. *« Avec cette crise sanitaire, on revient à l'essentiel, estime Bernard Astruc, l'un des co-coordonnateurs d'Oasis Réunion. Et l'alimentation n'est pas superflue pour vivre. Les mauvais aliments, ultratransformés ou infestés de produits chimiques, génèrent toutes sortes de maladies comme les maladies neurodégénératives ou les cancers. »*

Les Réunionnais en demande d'aliments bio

Reste maintenant à convaincre les agriculteurs, qui pourraient être réticents à opérer un changement à même de diminuer leurs revenus. Face aux importations en fruits et légumes venus de l'extérieur, la production se retrouve souvent vendue à un prix supérieur. Une aberration qui a été récemment dénoncée par la FDSEA sur les oignons péi qui ont du mal à s'écouler face à la concurrence. Une solution serait d'adopter une forme de protectionnisme afin de limiter les règles du marché et du libre-échange sur les denrées agricoles, une forme d' *« exception culturelle »* selon Oasis Réunion. *« Nous voulons que le métier d'agriculteur soit revalorisé, notamment pour ceux qui se tournent vers le bio, reprend Bernard Astruc. Ils doivent être davantage aidés financièrement pour accomplir cette transition. »*

Maintenant que ces données sur l'envergure de la surface agricole utile (SAU) sont connues et publiques, la balle est désormais dans le camp des décideurs politiques. Le Conseil Départemental a établi avec son plan Agripéi, la direction à prendre pour l'agriculture réunionnaise jusqu'à 2030. Toutefois, au vu de la crise sanitaire actuelle et des incertitudes qui planent désormais sur les échanges commerciaux et humains, une relocalisation globale de l'économie et de la production locale semble s'imposer.